

## **II. CADRE ET OBJECTIFS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE**

### **1) INTRODUCTION**

1. Le 1<sup>er</sup> juillet 1997, Hong Kong, auparavant territoire dépendant britannique, est devenue une région administrative spéciale (RASHK) de la République populaire de Chine, conformément à la Déclaration conjointe sino-britannique de 1984.<sup>1</sup> Depuis le transfert de souveraineté, la Loi fondamentale, adoptée en avril 1990 par le septième Congrès national du peuple de Chine, est le principal acte constitutif régissant la RASHK. La Loi fondamentale énonce le principe "un pays, deux systèmes" selon lequel la RASHK, tout en étant une région administrative locale relevant directement du gouvernement de la République populaire de Chine (le gouvernement central du peuple), dispose d'un haut degré d'autonomie, sauf dans les affaires étrangères (à l'exclusion du commerce extérieur) et la défense. Le système capitaliste et le mode de vie précédents seront maintenus pendant au moins 50 ans après 1997, les systèmes juridique, économique et social en vigueur pendant la période britannique sont conservés et les tribunaux de la RASHK sont dotés d'un pouvoir judiciaire indépendant, y compris celui du dernier recours.

### **2) CADRE INSTITUTIONNEL**

2. Le transfert de souveraineté n'a pas modifié la législation de Hong Kong, sauf dans quelques rares cas où il était contraire à la Loi fondamentale. Ces cas ne concernent pas la politique commerciale ou les politiques liées au commerce. Le gouvernement de la RASHK est dirigé par le Chef de l'exécutif, qui a remplacé le Gouverneur de Hong Kong désigné par le gouvernement britannique. Le Chef de l'exécutif est nommé par le gouvernement central du peuple après avoir été choisi par le Comité des élections.<sup>2</sup> Son mandat dure cinq ans et ne peut être renouvelé qu'une seule fois. Le Chef de l'exécutif est formellement habilité à s'occuper, pour le compte du gouvernement de la RASHK, des affaires extérieures et d'autres affaires selon ce qu'autorise le gouvernement central du peuple, et peut notamment conclure et mettre en œuvre des accords commerciaux multilatéraux, régionaux et bilatéraux avec des pays et des régions ainsi que des organisations internationales.<sup>3</sup> Il est responsable devant le gouvernement central du peuple et la RASHK, conformément aux dispositions

---

<sup>1</sup> Des précisions sur le cadre institutionnel de Hong Kong avant le transfert de souveraineté se trouvent dans le document du GATT de 1994.

<sup>2</sup> L'article 45 de la Loi fondamentale dispose que "la méthode de sélection du Chef de l'exécutif est spécifiée en fonction de la situation du moment dans la Région administrative spéciale de Hong Kong et en conformité avec le principe de progrès ordonné et graduel. Le but ultime est l'élection du Chef de l'exécutif au suffrage universel, sur nomination par un comité de nomination largement représentatif conformément à des procédures démocratiques". La méthode spécifique de sélection de l'actuel Chef de l'exécutif est prescrite dans la "Décision du Congrès national du peuple sur la méthode de formation du premier gouvernement et du premier conseil législatif de la Région administrative spéciale de Hong Kong", adoptée par le septième Congrès national du peuple lors de sa troisième session, le 4 avril 1990. La méthode de sélection des Chefs de l'exécutif ultérieurs est décrite dans l'annexe I de la Loi fondamentale.

<sup>3</sup> L'article 48 de la Loi fondamentale énonce les pouvoirs et les fonctions du Chef de l'exécutif, notamment: diriger le gouvernement; être responsable de l'application des lois; signer les projets de loi adoptés par le corps législatif et promulguer les lois; décider des politiques gouvernementales et promulguer des décrets; proposer certains fonctionnaires de haut rang au gouvernement central du peuple en vue de leur nomination, et rendre compte des observations à leur sujet; nommer et révoquer les juges de tous les tribunaux et les titulaires de charges publiques, conformément aux procédures légales; mettre en œuvre les directives publiées par le gouvernement central du peuple concernant les questions pertinentes prévues dans la Loi fondamentale; s'occuper des affaires extérieures et d'autres affaires selon ce qu'autorise le gouvernement central du peuple; et approuver le dépôt de motions auprès du corps législatif en matière de recettes et de dépenses.

de la Loi fondamentale. Il n'existe pas, semble-t-il, de disposition spécifique habilitant le gouvernement central du peuple à donner des instructions au Chef de l'exécutif.

3. Le Chef de l'exécutif est conseillé par un Conseil exécutif pour l'élaboration des politiques. Le Conseil se compose actuellement de 14 membres qui sont nommés parmi les principaux responsables des organes exécutifs, les membres du Conseil législatif et des personnalités publiques<sup>4</sup>; leur nomination ou leur révocation est décidée par le Chef de l'exécutif, qui préside les réunions du Conseil exécutif.

4. Le Conseil législatif est le corps législatif de la RASHK.<sup>5</sup> Il se compose actuellement de 60 membres élus et ne compte plus de membres de droit depuis 1995. Le premier Conseil législatif a un mandat de deux ans, de 1998 à 2000; les mandats suivants seront de quatre ans. Le Président du Conseil législatif est élu par ses membres et parmi ceux-ci.

5. Les membres du Conseil législatif peuvent déposer, individuellement ou collectivement, des projets de loi qui ne concernent pas les dépenses publiques, la structure politique ou le fonctionnement du gouvernement. Tous les projets de loi relatifs aux politiques gouvernementales doivent obtenir l'approbation écrite du Chef de l'exécutif avant d'être déposés devant le Conseil législatif. Les propositions de projets de loi ou de règlement sont généralement présentées à l'initiative des directions responsables, après examen avec les départements concernés, les groupes compétents du Conseil législatif, les conseils et comités consultatifs, et après consultation publique. Le Département de la justice est responsable de la rédaction de tous les textes législatifs qui sont présentés par le gouvernement conformément aux instructions de rédaction fournies par les bureaux compétents chargés de l'élaboration des politiques.

6. Les projets de loi adoptés par le Conseil législatif n'ont force de loi (sous forme d'ordonnances) qu'après avoir été signés et promulgués par le Chef de l'exécutif.<sup>6</sup> Si celui-ci estime qu'un projet de loi adopté par le Conseil législatif n'est pas compatible avec les intérêts généraux de la RASHK, il peut le retourner au Conseil législatif pour réexamen dans un délai de trois mois. Si le Conseil législatif adopte de nouveau le projet original à une majorité des deux tiers de tous les membres au moins (soit 40 membres sur un total de 60), le Chef de l'exécutif doit le signer et le promulguer dans un délai d'un mois. Si le Chef de l'exécutif refuse, ou si le Conseil législatif refuse

---

<sup>4</sup> Comme il est mentionné dans la Loi fondamentale, le Chef de l'exécutif doit consulter le Conseil exécutif avant de prendre d'importantes décisions de principe, de présenter des projets de loi au Conseil législatif, d'établir des décrets-lois ou de dissoudre le Conseil législatif. Si le Chef de l'exécutif n'accepte pas une opinion majoritaire du Conseil exécutif, il doit en rendre raison publiquement. Les membres du Conseil exécutif doivent être des citoyens chinois, résidents permanents de la RASHK et n'ayant pas le droit de résider dans un pays étranger.

<sup>5</sup> Article 66 de la Loi fondamentale. Le Conseil législatif élu en septembre 1995 a été dissous le 1<sup>er</sup> juillet 1997 dès la prescription de l'Acte de concession et de la Directive royale - les actes constitutifs qui s'appliquaient à Hong Kong lorsqu'elle était un territoire britannique. Il a alors été remplacé par un Conseil législatif provisoire. La première élection au Conseil législatif après le transfert de souveraineté a eu lieu le 24 mai 1998. Le Conseil actuel se compose de 30 membres élus par les corps "professionnels", dix membres élus par le Comité des élections et 20 membres élus directement par les collèges électoraux des circonscriptions géographiques. Ces proportions seront modifiées pour les deuxième et troisième mandats, conformément à l'annexe II de la Loi fondamentale. Cette dernière dispose que la méthode de constitution du Conseil législatif doit être spécifiée en fonction de la situation du moment dans la RASHK et en conformité avec le principe de progrès ordonné et graduel, dans le but d'élire tous les membres au suffrage universel (article 68).

<sup>6</sup> Pendant le mandat du Conseil législatif provisoire, les 63 projets de loi adoptés par le Conseil ont tous été signés par le Chef de l'exécutif.

d'adopter un budget ou tout autre projet de loi important introduit par le gouvernement, et qu'un consensus ne peut être dégagé après consultation, le Chef de l'exécutif peut dissoudre le Conseil législatif.<sup>7</sup> Les lois promulguées par le Conseil législatif doivent être notifiées pour enregistrement au Comité permanent du Congrès national du peuple; cette notification ne modifie pas leur entrée en vigueur.

7. Les principales règles régissant le commerce des marchandises de Hong Kong sont énoncées dans l'Ordonnance sur l'importation et l'exportation et les textes législatifs subsidiaires, ainsi que dans d'autres ordonnances applicables à des produits spécifiques.

8. En ce qui concerne l'élaboration de la politique en matière de fourniture de services municipaux et régionaux, notamment l'hygiène publique, les loisirs et la culture, le Conseil urbain provisoire, le Conseil régional provisoire et 18 conseils de district ont été créés le 1<sup>er</sup> juillet 1997 en remplacement des organisations de district. Ces organes ont été mis en place à titre transitoire en attendant qu'il soit possible d'organiser des élections pour constituer les premières organisations de district de la RASHK. Les membres de ces organes provisoires ont été nommés par le Chef de l'exécutif. Il est prévu que leur mandat s'achèvera au plus tard le 31 décembre 1999.

9. Lors du transfert de souveraineté, la cour de dernier ressort a été créée en remplacement du Conseil privé à Londres comme cour de dernier appel dans la RASHK. Elle a essentiellement les mêmes fonctions et attributions, régies uniquement par la Loi fondamentale, que celles qu'avait le Comité judiciaire du Conseil privé au sujet de Hong Kong avant le transfert de souveraineté.

### **3) FORMULATION ET MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE COMMERCIALE**

10. Selon la Loi fondamentale, la RASHK reste un territoire douanier séparé; elle peut utiliser l'appellation "Hong Kong, Chine" et participer à des organisations internationales et des accords commerciaux internationaux, comme les Accords de l'OMC. La Loi fondamentale dispose que la RASHK peut, de son propre chef, maintenir et développer des relations et conclure et appliquer des accords avec des États et des régions à l'étranger, ainsi qu'avec des organisations internationales compétentes, dans des domaines appropriés, y compris l'économie, le commerce, les finances et la monnaie, les transports, les communications, le tourisme, la culture et les sports (article 151). La Loi fondamentale stipule également que la RASHK "conserve le statut de port franc" (article 114), "applique une politique de libre-échange et protège la libre circulation des marchandises, des biens incorporels et des capitaux" (article 115), et qu'elle "peut délivrer ses propres certificats d'origine pour des produits, conformément aux règles d'origine en vigueur" (article 117).

#### **i) Bureaux et départements gouvernementaux**

11. Le Secrétaire général à l'administration, le Secrétaire aux finances et le Secrétaire à la justice sont les trois plus hauts fonctionnaires de l'exécutif du gouvernement sous l'autorité du Chef de l'exécutif. Le Secrétaire aux finances est responsable des politiques budgétaires et économiques.

12. L'administration de la RASHK est organisée en bureaux et départements du Secrétariat du gouvernement. En principe, les bureaux formulent des politiques et proposent des textes législatifs;

---

<sup>7</sup> Article 50 de la Loi fondamentale. Le Chef de l'exécutif est habilité à dissoudre le Conseil législatif une seule fois au cours de son mandat. Il doit démissionner si le nouveau Conseil législatif adopte de nouveau le projet de loi original à une majorité des deux tiers de tous les membres et qu'il refuse encore de le signer. La même disposition s'applique à la situation dans laquelle le nouveau Conseil législatif refuse toujours d'adopter le projet de loi contesté.

les départements sont surtout chargés de mettre en œuvre les lois et les politiques et de fournir des services directs au public.

13. Actuellement, on compte 15 bureaux relevant du Secrétaire général à l'administration et du Secrétaire aux finances. Cinq d'entre eux, compétents en matière de politiques budgétaires et économiques, ont à leur tête le Secrétaire aux finances: le Bureau des services économiques, le Bureau des finances, le Bureau des services financiers, le Bureau du commerce et de l'industrie et le Bureau des travaux publics. Chaque bureau est dirigé par un secrétaire chargé de la politique, choisi habituellement parmi les fonctionnaires du Service administratif du gouvernement (graphique II.1).<sup>8</sup>

14. Le Bureau du commerce et de l'industrie est responsable de la formulation et de l'examen de la politique commerciale. Le Département du commerce, qui relève du Bureau du commerce et de l'industrie, est responsable des relations commerciales de la RASHK avec les pays étrangers, de la mise en œuvre de la politique et des accords commerciaux, ainsi que de la conduite du régime de licences d'importation et d'exportation et de la certification de l'origine. Le Directeur général du commerce fournit des avis au Secrétaire au commerce et à l'industrie sur les questions touchant la politique commerciale et dirige également les négociations commerciales au nom du gouvernement. Le Département de l'industrie est chargé notamment des questions relatives à la promotion de l'investissement. Le Département de la propriété intellectuelle s'occupe principalement des questions de protection de la propriété intellectuelle. Le portefeuille du Département des douanes et accises comprend l'application des lois relatives au commerce, notamment dans le domaine des droits de propriété intellectuelle.

15. À la différence d'un grand nombre de leurs homologues à l'étranger, les services administratifs de la RASHK chargés du commerce extérieur et du développement industriel ne sont pas organisés par secteurs. Plusieurs organismes publics s'occupent de promouvoir le commerce et l'industrie sur place et à l'étranger, notamment le Conseil de développement du commerce (HKTDC), la Société d'assurance-crédit à l'exportation (ECIC), le Conseil de la productivité et la Société des zones industrielles (chapitre III 3)). Leurs conseils d'administration comprennent en général des fonctionnaires du gouvernement et des représentants du secteur privé.

16. La structure et les fonctions de la Commission indépendante de lutte contre la corruption (ICAC), instaurée en 1974, n'ont pas changé depuis le transfert de souveraineté. L'ICAC, qui comptait environ 1 200 fonctionnaires à la fin de 1997, est indépendante des services publics; le Commissaire de l'ICAC est directement responsable devant le Chef de l'exécutif. Son rôle est de combattre la corruption, dans des affaires publiques ou privées, par des moyens répressifs, éducatifs et préventifs.<sup>9</sup> L'ICAC reçoit les plaintes, ouvre des enquêtes, engage des poursuites et mène des études sur les zones sensibles à la corruption. En 1997, environ 3 000 cas de corruption ont été signalés à l'ICAC, quelque 2 200 enquêtes ont été menées, 300 personnes environ ont été poursuivies et 200 reconnues coupables.

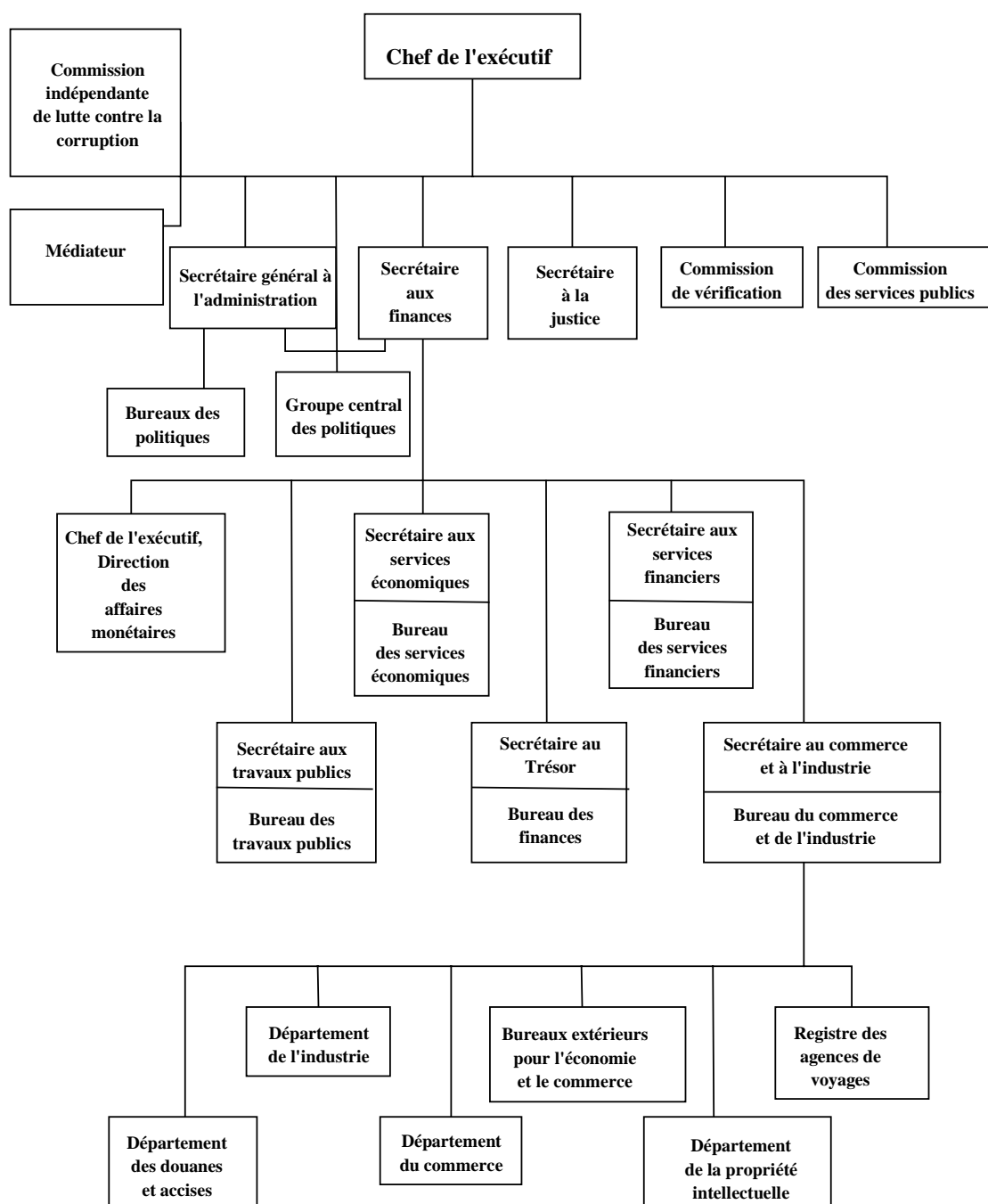
---

<sup>8</sup> Le Service administratif comprend environ 500 fonctionnaires administratifs.

<sup>9</sup> Les lois en la matière sont notamment l'Ordonnance sur la prévention de la corruption, le Décret sur la Commission indépendante de lutte contre la corruption (traitement des détenus), l'Ordonnance sur la Commission indépendante de lutte contre la corruption, la Notification de 1992 sur l'acceptation d'avantages (autorisation du Gouverneur) et les Règles sur la prévention de la corruption (Décret sur l'appel contre la confiscation).

## Graphique II.1

### Structure du gouvernement de la RASHK, juin 1998



Source: Gouvernement de la RASHK.

17. Seuls les citoyens chinois qui résident en permanence dans la RASHK et n'ont pas le droit de résider dans un pays étranger peuvent occuper les principaux postes de fonctionnaires du gouvernement.<sup>10</sup> Les ressortissants étrangers ayant déjà servi dans la fonction publique de Hong Kong ou les titulaires d'une carte d'identité permanente de la RASHK peuvent être employés dans les autres postes gouvernementaux.

**ii) Organes consultatifs et organes d'examen**

18. Il existe différents organes chargés de donner des avis au gouvernement dans des domaines spécifiques, notamment l'économie, l'éducation, l'emploi, le logement, l'aide sociale, les transports, les droits des consommateurs et le fonctionnement des marchés des valeurs mobilières et des opérations à terme.

19. Les organes consultatifs importants qui relèvent du Bureau du commerce et de l'industrie sont notamment le Conseil consultatif du commerce, le Conseil consultatif des textiles et le Comité consultatif du riz qui conseille le Directeur général du commerce sur les aspects techniques du fonctionnement du système de contrôle des importations de riz et sur tous les aspects du commerce du riz. Le Conseil de développement industriel et technique est l'organe consultatif le plus élevé auprès du gouvernement pour les questions relatives au développement industriel et technologique de Hong Kong. Il existe également un Comité consultatif pour l'économie qui donne des avis au gouvernement sur les questions générales de politique économique. En outre, le Chef de l'exécutif préside une Commission sur l'élaboration des stratégies qui donne des avis sur les problèmes de développement à long terme et examine des questions diverses, notamment les tendances mondiales, les ressources humaines, l'éducation, le logement, l'environnement et les relations de Hong Kong avec la Chine (continentale).

20. Le Conseil de la consommation, créé en 1974 sous forme d'organe autonome financé par le gouvernement, élabore de grandes orientations sur une vaste gamme de questions intéressant le consommateur. Il comprend un président, un vice-président et pas plus de 20 autres membres, tous nommés par le Chef de l'exécutif. Les initiatives prises récemment par le Conseil sont notamment la réalisation d'une enquête et la formulation de recommandations sur la politique de la concurrence, à la fois de manière générale et sous la forme d'enquêtes sectorielles sur les secteurs des télécommunications, de l'énergie et du commerce de détail.

21. Les nominations dans les organes gouvernementaux tiennent apparemment compte des capacités, des compétences, de l'expérience, de l'intégrité et de l'engagement au service de la collectivité. Selon les autorités, la nationalité n'est pas prise en compte et des étrangers ont été nommés dans des organes consultatifs gouvernementaux.<sup>11</sup>

---

<sup>10</sup> Article 101. Au 10 août 1998, ces postes étaient les suivants: le Secrétaire général à l'administration, le Secrétaire aux finances, le Secrétaire à la justice, les Secrétaires des 15 bureaux et le Directeur des douanes et accises.

<sup>11</sup> Des fonctionnaires de Singapour ont été nommés dans certains organes consultatifs, notamment le Conseil consultatif pour l'environnement, le Conseil de la formation continue, le Conseil de la formation professionnelle, le Comité d'action pour la lutte contre les stupéfiants et le Comité permanent pour l'éducation et la recherche linguistiques. Ces nominations font partie d'un programme d'échanges entre Hong Kong et Singapour.

#### 4) OBJECTIFS ET ARRANGEMENTS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE

22. Les objectifs de la politique commerciale de Hong Kong sont les suivants: promouvoir un système commercial multilatéral libre, ouvert et stable, préserver les droits et respecter les obligations qui découlent pour la RASHK des accords et des arrangements commerciaux et des accords et arrangements liés au commerce conclus au niveau multilatéral, régional ou bilatéral, et garantir, maintenir et améliorer les débouchés à l'exportation de la RASHK.

##### i) Accords multilatéraux

23. Hong Kong a signé et ratifié l'Accord de Marrakech pour devenir Membre fondateur de l'OMC le 1<sup>er</sup> janvier 1995; elle était partie contractante de plein droit au GATT depuis avril 1986.<sup>12</sup> Elle est également partie à l'Accord de l'OMC sur les marchés publics (AMP).<sup>13</sup>

24. Tous les Accords du Cycle d'Uruguay ont été acceptés sans devoir passer par des procédures internes de ratification.<sup>14</sup> Tous les amendements nécessaires à la législation pertinente de Hong Kong ont été débattus et promulgués par le Conseil législatif. L'une des modifications juridiques apportées depuis le dernier examen de la politique commerciale de Hong Kong est la promulgation de lois relatives aux droits de propriété intellectuelle, notamment un projet de loi d'ensemble, promulgué en mai 1996, visant à modifier les lois sur les marques de fabrique ou de commerce, les brevets et droit d'auteur afin que la RASHK respecte les obligations qui découlent pour elle de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC). La mise en œuvre des Accords du Cycle d'Uruguay n'a pas nécessité d'autre changement dans la législation interne. Depuis la fin du Cycle d'Uruguay, Hong Kong a pris une part active aux négociations multilatérales ultérieures, notamment sur les services financiers et maritimes et sur les télécommunications de base. À la suite des négociations sur les services financiers en 1997, la RASHK a révisé sa Liste d'engagements spécifiques. En outre, elle a pris d'autres engagements lors des négociations sur les services de télécommunication de base, qui se sont achevées en février 1997 (chapitre IV 4)). Lors de la Conférence ministérielle de Singapour, au début du mois de décembre 1996, Hong Kong a été partie à la Déclaration ministérielle sur le commerce des produits des technologies de l'information (Accord sur les technologies de l'information (ATI)), qui supprimera d'ici à l'an 2000 la plupart des droits de douane dans le secteur des technologies de l'information.

25. La RASHK participe aux groupes de travail de l'OMC sur la transparence dans les marchés publics, sur les interactions entre le commerce et la politique de concurrence et sur les relations entre le commerce et l'investissement, établis en 1997 après la Déclaration ministérielle de Singapour. En exécution des engagements pris lors du Cycle d'Uruguay et pour soutenir les disciplines multilatérales, la RASHK a présenté des notifications au titre de divers Accords de l'OMC (tableau II.1).

---

<sup>12</sup> Hong Kong avait également signé l'Arrangement concernant le commerce international des textiles (Arrangement multifibres) et tous les accords et arrangements du Tokyo Round, sauf l'Accord relatif au commerce des aéronefs civils de 1979, l'Arrangement international relatif au secteur laitier et l'Accord international relatif à la viande bovine.

<sup>13</sup> Hong Kong a accédé à l'Accord sur les marchés publics le 20 mai 1997. Cet accord est entré en vigueur pour elle le 19 juin 1997.

<sup>14</sup> Selon le régime de la *common law* appliqué à Hong Kong, Chine, les accords internationaux ne font pas automatiquement partie de la législation interne de Hong Kong, Chine. Si une obligation internationale ne peut être mise en œuvre au moyen de mesures administratives ou de la législation existante, une nouvelle loi est promulguée à cette fin. Aucune loi d'habilitation n'a été nécessaire pour mettre en œuvre l'Accord sur l'OMC, sauf pour modifier certaines lois relatives aux droits de propriété intellectuelle.

Tableau II.1

## Principales notifications de Hong Kong, Chine concernant les Accords de l'OMC, en février 1998

Accord	Cote du document	Prescription/contenu
Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC)	IP/N/2/HKG/1, 19 juillet 1995	Article 1:3: Notification du fait que Hong Kong n'appliquera pas le critère de la fixation pour ce qui est des phonogrammes, comme le permet l'article 5 de la Convention de Rome, etc.
Accord sur l'agriculture	G/AG/N/HKG/1, 15 février 1996	Articles 6 et 9:1: Notification sur le soutien interne et les subventions à l'exportation.
	G/AG/N/HKG/2, 14 novembre 1997	Article 6: Notification sur le soutien interne.
	G/AG/N/HKG/3, 14 novembre 1997	Article 9:1: Notification sur les subventions à l'exportation.
	G/AG/N/HKG/4, 24 juillet 1998	Article 6: Notification sur le soutien interne.
	G/AG/N/HKG/5, 27 juillet 1998	Article 9:1: Notification sur les subventions à l'exportation.
Accord sur les textiles et les vêtements	G/TMB/N/7, 1 <sup>er</sup> mars 1995	Article 6:1: Notification du fait que Hong Kong ne souhaite pas conserver le droit d'utiliser les dispositions dudit article.
	G/TMB/N/106 et G/TMB/N/148, 27 juin 1995 et 6 mars 1996	Article 2:2: Observation de Hong Kong sur la notification faite par les États-Unis au titre de l'article 2:1.
	G/TMB/N/194, 13 novembre 1996	Article 2:17: Notification sur un accord avec le Canada.
Accord sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce (MIC)	G/TRIMS/N/2/Rev.3 & Corr.1, 17 avril 1998 et 24 avril 1998	Article 6:2: Notification du fait qu'il n'y a pas de publication concernant les MIC à Hong Kong, Chine.
Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (Accord sur les pratiques antidumping)	G/ADP/N/1/HKG/1, 24 mars 1995	Article 18.5: Notification du fait que Hong Kong ne dispose d'aucune loi ni d'aucun règlement se rapportant à cet accord.
	G/ADP/N/14/Add.1, 5 août 1996	Article 16.5: Notification des autorités compétentes de Hong Kong chargées d'engager et de mener les enquêtes mentionnées dans l'article 11.
	G/ADP/N/2/Add.1, 4/Add.1, 9/Add.1, 16/Add.1, 22/Add.1, 29/Add.1 et 35/Add.1, 12 juillet 1995, 12 décembre 1995, 19 avril 1996, 9 octobre 1996, 21 avril 1997, 14 octobre 1997 et 20 mars 1998	Rapport semestriel au titre de l'article 16.4: Notification du fait que Hong Kong n'a pas pris de décisions en matière de lutte contre le dumping pendant le semestre considéré.
Accord sur la mise en œuvre de l'article VII du GATT de 1994 (Accord sur l'évaluation en douane)	G/VAL/N/1/HKG/1, 31 janvier 1996	Article 22:2: Notification du fait que Hong Kong, où des droits de douane ne sont pas imposés, n'a pas de lois, règlements ou procédures administratives concernant la détermination de la valeur en douane des produits.
Accord sur les règles d'origine	G/RO/N/1/Add.1, 22 juin 1995	Article 5:1 et paragraphe 4 de l'annexe II: Notification sur les règles d'origine non préférentielles de Hong Kong; Hong Kong n'a pas de règles d'origine non préférentielles.
	G/RO/N/10, 16 août 1996	Article 5:2: Notification sur les modifications apportées aux règles d'origine de Hong Kong.
Accord sur les subventions et les mesures compensatoires	G/SCM/N/1/HKG/1, 10 mars 1995	Article 32.6: Notification du fait que Hong Kong ne dispose d'aucune loi ni d'aucun règlement se rapportant à cet accord.
	G/SCM/N/18/Add.1, 5 août 1996	Article 25.12: Notification du fait qu'il n'existe pas d'autorités compétentes à Hong Kong pour engager et mener les enquêtes mentionnées à l'article 11.
	G/SCM/N/3/HKG, G/SCM/N/16/HKG et G/SCM/N/25/HKG, 9 octobre 1995, 5 juillet 1996 et 30 juin 1997	Article 25 de l'Accord et article XVI:1 du GATT de 1994: Notification du fait que Hong Kong ne maintient aucune subvention devant être notifiée au titre de ces dispositions.



Accord	Cote du document	Prescription/contenu
Accord sur les sauvegardes	G/SCM/N/4/Add.1, 7/Add.1, 12/Add.1, 19/Add.1, 23/Add.1, 30/Add.1 et 35/Add.1, 14 juillet 1995, 8 décembre 1995, 18 avril 1996 et 9 octobre 1996, 22 avril 1997, 13 octobre 1997 et 20 mars 1998	Rapport semestriel au titre de l'article 25.11: Notification du fait que Hong Kong n'a pris aucune décision en matière de droits compensateurs pendant le semestre considéré.
	G/SG/N/1/HKG/1, 20 mars 1995	Article 12:6: Notification du fait que Hong Kong ne dispose pas de lois, réglementations et procédures administratives se rapportant aux mesures de sauvegarde.
	G/SG/N/2/HKG (G/SG/N/3/HKG), 12 mars 1996	Article 10 et article 11:1 b): Notification du fait que Hong Kong n'a pas maintenu de mesures de sauvegarde ni de mesures d'autolimitation des exportations ou de mesures similaires.
Accord sur les procédures de licences d'importation	G/LIC/N/1/HKG/1, 6 mai 1996	Notification au titre des articles 1:4 a) et 8:2 b).
	G/LIC/N/1/HKG/4, 17 juin 1998	Notification au titre de l'article 8:2 b).
	G/LIC/N/1/HKG/2 (G/LIC/N/2/HKG/1) et G/LIC/N/1/HKG/3 (G/LIC/N/2/HKG/2), 19 novembre 1996 et 9 février 1998	Notification au titre des articles 5 et 8:2 b).
	G/LIC/N/3/HKG/1, 1/Rev.1 et 1/Rev.2, 16 janvier 1996, 13 octobre 1996 et 3 octobre 1997	Notification au titre de l'article 7:3.
Accord sur les obstacles techniques au commerce	G/TBT/Notif.95.73, 93, 120, 152, 152/Add.1, 152/Rev.1, 339, 345, et 345/Add.1, G/TBT/Notif.96.38, 57, 78 et 206, G/TBT/Notif.97.152, 153, 154, 217, 420, 687 et 730, et G/TBT/Notif.98.83, 17 mars 1995, 3 avril 1995, 3 mai 1995, 12 mai 1995, 9 juin 1995, 18 mai 1995, 30 novembre 1995, 21 décembre 1995, 22 décembre 1995, 29 février 1996, 19 mars 1996, 3 avril 1996, 8 juillet 1996, 22 avril 1997, 22 mai 1997, 16 septembre 1997, 17 octobre 1997, 1 <sup>er</sup> décembre 1997 et 24 février 1998	Notification au titre de l'article 10.6.
Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires	G/TBT/CS/N/89, 90 et 91, 23 janvier 1998	Notification au titre du paragraphe C du Code de pratique de l'OMC concernant les obstacles techniques au commerce.
	G/SPS/N/HKG/1 et 1/Add.1, 8 mai 1995 et 19 juin 1995	Article 7: Notification sur les modifications proposées aux règlements relatifs aux produits alimentaires et aux médicaments (composition et étiquetage).
	G/SPS/N/HKG/2, 13 juin 1996	Article 7: Notification sur les mesures d'urgence visant à suspendre les importations de viande de bœuf britannique congelée/réfrigérée.
Mémorandum d'accord sur l'interprétation de l'article XVII du GATT	G/STR/N/1/HKG, 2/HKG et 3/HKG, 5 juillet 1995, 19 juin 1996 et 19 novembre 1997	Notification du fait qu'il n'y a à Hong Kong aucune entreprise commerciale d'État.

Source: Secrétariat de l'OMC.

26. Aucune plainte n'a été déposée contre Hong Kong, Chine au titre du Mémoire d'accord de l'OMC sur le règlement des différends. Le 12 février 1996, Hong Kong a demandé des consultations avec la Turquie, affirmant que les restrictions quantitatives turques à l'importation de textiles et de vêtements étaient contraires aux obligations découlant pour la Turquie des articles XI et XIII du GATT. Hong Kong a également affirmé que l'article XXIV du GATT ne donnait pas le droit à la Turquie d'imposer en l'occurrence de nouvelles restrictions quantitatives en raison d'un accord d'union douanière conclu peu de temps auparavant entre la Turquie et l'Union européenne. Hong Kong a également participé en tant que tierce partie aux délibérations de divers groupes spéciaux.<sup>15</sup>

## ii) Initiatives de coopération régionale

27. Alors que la RASHK ne fait partie d'aucune union douanière ou zone de libre-échange et n'a pas conclu d'autres accords préférentiels régionaux, elle favorise une coopération régionale étroite dans la région de l'Asie et du Pacifique et est l'un des chefs de file du forum de Coopération économique Asie-Pacifique (APEC).

28. Hong Kong participe à l'APEC depuis novembre 1991.<sup>16</sup> Hong Kong, Chine estime qu'en poursuivant une politique de "coopération régionale ouverte", l'APEC devrait appliquer ses mesures de libéralisation aux pays non membres sur une base NPF, restant ainsi en accord avec les principes de l'OMC. Elle a participé activement aux travaux de l'APEC, notamment à la rédaction du Programme d'action d'Osaka, en novembre 1995; ce programme établissait les principes et les mesures visant à mettre en œuvre la Déclaration de Bogor, dont l'objectif annoncé est de mettre en place un environnement libre et ouvert pour le commerce d'ici à 2010 et pour l'investissement d'ici à 2020, à l'intention des pays industrialisés et des pays en développement qui sont membres de l'Association. Dans le cadre du Programme d'action, tous les membres ont été invités à établir un plan d'action individuel exposant les mesures qu'ils prendraient afin de mettre en œuvre la libéralisation et la facilitation du commerce et de l'investissement pendant la période allant de 1997 à 2010/2020. Ainsi, Hong Kong a présenté son premier plan d'action individuel en octobre 1996 et, en tant que RASHK, une version révisée en octobre 1997. Cette version comprend des mesures de déréglementation dans le secteur des services, par exemple l'ouverture du marché local des services de télécommunication de base à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1998, ainsi que d'autres engagements, notamment des consolidations tarifaires applicables à toutes les importations d'ici à 2010. Ces engagements dépassent ceux que Hong Kong a pris dans le cadre du Cycle d'Uruguay.

## iii) Accords bilatéraux

29. La RASHK est partie à plusieurs accords bilatéraux avec divers pays. Il s'agit notamment d'accords de promotion et de protection de l'investissement<sup>17</sup> et d'accords relatifs aux services

<sup>15</sup> Il s'agit notamment de la plainte déposée contre les États-Unis par l'Inde, la Malaisie, le Pakistan et la Thaïlande au sujet de l'interdiction d'importer certaines crevettes et certains produits à base de crevettes (groupe spécial établi en février 1997) et de la plainte de l'Inde contre la Turquie relative aux restrictions à l'importation de textiles et de vêtements (groupe spécial établi en mars 1998).

<sup>16</sup> L'APEC a été établie en 1989. En 1997, ses membres ont fourni 83,8 pour cent des importations de Hong Kong, Chine, et absorbé 76,3 pour cent de ses réexportations et 77 pour cent de ses exportations de produits indigènes.

<sup>17</sup> Avec l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique/le Luxembourg, la Corée, le Danemark, la France, l'Italie, le Japon, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, la Suède et la Suisse.

aériens.<sup>18</sup> Bien que la RASHK soit partie à un arrangement tendant à éviter la double imposition des revenus des compagnies aériennes<sup>19</sup>, elle n'a pas encore conclu avec d'autres pays de conventions complètes tendant à éviter la double imposition. Toutefois, elle s'emploie actuellement à identifier plusieurs pays avec lesquels elle pourrait négocier des accords complets si elle estime qu'ils présentent un intérêt général pour elle.

30. Certaines exportations de Hong Kong bénéficient encore d'un traitement préférentiel en Australie, au Canada, au Japon et en Norvège, dans le cadre de schémas de préférences, bien que ce type de traitement soit moins pratiqué (tableau II.2).<sup>20</sup> Alors que les exportations de marchandises bénéficiant de schémas de préférences (vers d'autres pays que l'Australie) étaient estimées à 1 861 millions de dollars de Hong Kong en 1997, seulement 3,5 pour cent des exportations totales de ces marchandises vers ces pays ont réellement bénéficié d'un accès préférentiel.<sup>21</sup>

**Tableau II.2**  
**Schémas de préférences applicables aux exportations de Hong Kong, Chine**

Donateur	Durée d'application	Préférences accordées	Règles d'origine	Exclusions
Australie	Depuis 1966 (remplacé en 1986 par le système australien de préférences tarifaires pour les pays en développement).	Marge tarifaire préférentielle de 5 pour cent.	a) Le stade d'ouvroison finale doit se situer dans le pays bénéficiaire; et  b) La main-d'œuvre et/ou les intrants de matières premières d'un ou de plusieurs pays en développement doivent représenter au moins la moitié du total des coûts à l'usine ou à l'atelier. Le cumul entre tous les bénéficiaires est possible.	Depuis le 1 <sup>er</sup> juillet 1992, l'Australie a réduit graduellement, parallèlement à son programme général de réductions tarifaires, les marges préférentielles sur toutes les importations en provenance de Hong Kong, de la République de Corée, de Singapour et du Taipei chinois. Au 1 <sup>er</sup> juillet 1996, il n'existait plus de marge préférentielle pour Hong Kong et les trois autres fournisseurs asiatiques, sauf pour certains articles à base de sucre ou de caoutchouc, notamment les pneus.

<sup>18</sup> Avec l'Allemagne, l'Australie, Bahreïn, la Belgique, le Brésil, le Canada, la Corée, les Émirats arabes unis, les États-Unis, la France, l'Inde, l'Indonésie, Israël, le Japon, la Lituanie\*, le Luxembourg, la Malaisie, les Maldives\*, Maurice, le Myanmar, la Nouvelle-Zélande, le Pakistan, les Pays-Bas, les Philippines, le Royaume-Uni, Singapour, Sri Lanka, la Suisse, la Thaïlande et la Turquie (\* signale un accord sur le transit de services aériens).

<sup>19</sup> Avec l'Allemagne, la Belgique, le Canada, la Corée, Israël, Maurice, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas et le Royaume-Uni.

<sup>20</sup> Depuis le 1<sup>er</sup> mai 1998, les produits de Hong Kong ne bénéficient plus du système de préférences de l'Union européenne, conformément à la disposition en matière de réduction modulée par pays. Ils ne bénéficient plus du schéma de préférences suisse depuis le 1<sup>er</sup> mars 1998. Deux produits de la RASHK (les tubes et tuyaux en PVC et les vêtements en peaux) ont été retirés progressivement du schéma de préférences japonais dans le cadre de l'arrangement en matière de "réduction modulée partielle".

<sup>21</sup> Les pays donateurs sont notamment le Canada, le Japon, la Norvège, la Suisse et l'Union européenne. Il n'existe pas de données concernant l'Australie.

Donateur	Durée d'application	Préférences accordées	Règles d'origine	Exclusions
Canada	Depuis 1974 (prorogé le 30 juin 1994 de dix ans, soit jusqu'au 30 juin 2004).	Admission en franchise complète de certains produits agricoles et de la plupart des produits industriels. Différents taux préférentiels pour d'autres produits admis à en bénéficier.	Entièrement obtenus dans le pays bénéficiaire; ou originaires de ce pays bénéficiaire, la valeur des intrants importés, notamment des matières, parties ou produits qui proviennent d'un autre pays ou d'un endroit indéterminé et sont utilisés dans la fabrication ou la production des marchandises, ne dépassant pas 40 pour cent du prix sortie usine des marchandises conditionnées en vue d'être expédiées au Canada.	Certains produits agricoles, textiles, chaussures en caoutchouc, produits chimiques, plastiques et autres, aciers spécialisés, tubes électroniques, chambres à air en caoutchouc d'un certain type utilisées dans les machines de construction, etc.
Union européenne	Depuis 1971 (fin au 1 <sup>er</sup> mai 1998).	Quatre niveaux de taux préférentiels réduits, selon la sensibilité des produits pour l'industrie des pays de l'Union européenne.	Entièrement obtenus dans le pays bénéficiaire ou ayant subi une ouvraison ou une transformation suffisante.	Tous les produits, sauf certains matériels électriques, engins mécaniques, articles en plastique et chaussures.
Japon	Depuis 1971 (le 1 <sup>er</sup> avril 1998, le Japon a éliminé partiellement la RASHK du schéma, de façon graduelle. Le schéma actuel se terminera d'ici à 2001).	Pour les produits agricoles, entre 10 et 100 pour cent; pour les produits industriels, 50 ou 100 pour cent de réductions tarifaires.	Entièrement obtenus ou ayant subi une ouvraison ou une transformation suffisante dans le pays bénéficiaire.	27 produits industriels (y compris certains fils textiles) et la quasi-totalité des produits agricoles.
Norvège	Depuis 1981 (durée indéterminée).	Admission en franchise.	Entièrement obtenus dans le pays bénéficiaire ou ayant subi une ouvraison ou une transformation suffisante.	21 groupes de produits, notamment les vêtements, articles en plastique et articles en cuir, en sus d'autres exclusions appliquées de façon générale à tous les bénéficiaires.
Suisse	Depuis 1972 (fin au 1 <sup>er</sup> mars 1998).	Taux préférentiel réduit.	Entièrement obtenus dans le pays bénéficiaire ou ayant subi une ouvraison ou une transformation suffisante.	Textiles, vêtements, chaussures et abat-jour, en sus d'autres exclusions appliquées généralement à tous les bénéficiaires.